

# Les problèmes de construction de la IV<sup>e</sup> Internationale

## Les pourparlers entre le Secrétariat International et le Parti Communiste Internationaliste concernant l'unification des bolcheviks-léninistes

**N**OUS avons tenu nos lecteurs au courant de la convocation reçue par notre organisation à la suite de sa demande de participation à la conférence constitutive de la IV<sup>e</sup>. La semaine même où paraissait dans la « Lutte Ouvrière » un article où notre organisation était qualifiée de « bande de maîtres chanteurs », une délégation du Secrétariat international nous convoquait pour une prise de contact sur notre participation à la Conférence constitutive de la IV<sup>e</sup>.

Cette délégation, au lieu de nous fixer des conditions de participation, nous demanda si nous étions prêts à accepter la discipline de la majorité de cette conférence. Quelques jours suivirent. Notre organisation adopta un texte qui fut remis à la délégation du Secrétariat international. Dans ce texte nous affirmions que « demandant à participer comme P.C.I. à la Conférence constitutive de la IV<sup>e</sup> Internationale, nous étions prêts, sur la base d'une identité de conceptions politiques et d'organisation, à accepter la loi d'une légitime majorité. »

### Le P.C.I. écarté de la conférence internationale

L'étonnement de notre délégation fut grand d'apprendre que la Conférence constitutive de la IV<sup>e</sup> s'était tenue le lendemain même de la première entrevue, c'est-à-dire que la demande de réponse écrite de notre part avait été en réalité un prétexte pour nous écarter de la Conférence constitutive.

La IV<sup>e</sup> Internationale était organiquement proclamée. La demande de participation devenait vaine : seul se posait le problème de l'adhésion.

Avant d'aborder le détail des discussions qui suivirent, nous voulons brièvement ici souligner l'importance qu'aurait l'unification des bolcheviks-léninistes en France. Il ne s'agit pas d'une addition en nombre et en qualité des deux organisations. Il s'agit de résoudre le problème du regroupement d'avant-garde auquel la dispersion des forces partisans de la IV<sup>e</sup> en France nuit.

Cette avant-garde, ce n'est pas seulement les deux comités centraux ni les deux organisations. Ce sont les travailleurs qui, de plus en plus nombreux, comprennent la trahison des organisations stalinienne et réformiste et qui s'orientent vers nos positions politiques, et sont rebutés par le spectacle de notre division.

L'unification des deux organisations revêt donc une importance énorme, et nos lecteurs et nos camarades comprendront que nous réservions à cette question une place importante dans notre journal pendant plusieurs numéros.

Le problème du regroupement de l'avant-garde révolutionnaire se pose ; ce regroupement, disions-nous, est entravé par l'existence de plusieurs organisations. La seule unification viable est celle qui analysera la cause exacte de cette division des forces et remédiera aux conséquences en écartant et en réduisant les causes.

Les lecteurs de « La Commune » comprennent également que le parti révolutionnaire de la classe ouvrière (le Parti mondial de la révolution socialiste) ne joue pas seulement un rôle décisif en se proclamant tel, même sur un programme juste, mais joue un rôle décisif de parti du moment où ses méthodes de propagande, d'action et d'organisation lui permettent de gagner chaque jour en influence sur les masses prolétariennes.

Ces problèmes d'organisation, les méthodes avec lesquelles on les résout ont une grosse importance ; car les cadres prolétariens qui comprennent la trahison de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationales ont très fréquemment besoin d'être complètement réassimilés, réadaptés, afin de pouvoir vaincre la déception profonde résultant de la trahison des organisations dans lesquelles ils avaient placé leur espoir révolutionnaire.

L'heure du regroupement révolutionnaire est une heure où les problèmes d'organisation ont une importance particulièrement grande : remplacer le travail de conviction, de compréhension des problèmes par des questions de prestige, des ulti-

matum, ne peut pas favoriser le regroupement de l'avant-garde mais ne peut que trahir les intérêts de ce regroupement.

Nos lecteurs pourront se rendre compte par la lecture des textes qui vont suivre que de la part des militants du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE, les plus grands efforts ont été faits pour que se réalise l'unification des bolcheviks-léninistes en France, condition fondamentale du regroupement d'une avant-garde révolutionnaire.

Le compte rendu que nous en faisons à nos lecteurs les laissera juges de l'état où en est la question, mais les contacts qui se poursuivent entre l'organisme international et le P.C.I. sont un pas nouveau fort important, et tous nos efforts tendront à ce qu'il aboutisse à une unification réelle, stable et productive des bolcheviks-léninistes en France.

Nous rappelons que l'on avait questionné nos organisations sur l'acceptation préalable d'une discipline de la majorité à la conférence constitutive. On nous avait demandé une réponse écrite et la conférence a été tenue sans que nous en soyons avertis, le lendemain même du jour où l'on nous posait cette question. Nous nous sommes donc trouvés, nous le répétons, devant une situation de fait, et nos premiers contacts avec la délégation du Secrétariat International ont pour but de situer les positions respectives en présence de cette situation de fait.

### Une première entrevue avec le Secrétariat International

Nous publions ci-dessous le procès-verbal de la première entrevue. Il est extrêmement important, comme chacun pourra en juger :

#### PROCES-VERBAL

PRESENTS : Legrand, Trent, Raymond Molinier, Roland, Authier, Frank, Martin.

Président de séance : Frank. Adopté.

Raymond MOLINIER : rappelle qu'il a eu une conversation avec Legrand, sur la demande de ce dernier.

Lors de la précédente entrevue des délégués du P.C.I. avec des délégués du S.I., dit R.M., on avait convenu que le P.C.I. enverrait une lettre précisant son attitude envers le S.I. et vis-à-vis de la Conférence pour la IV<sup>e</sup>. Il rappelle que le P.C.I. avait demandé à participer à cette Conférence. Le P.C.I. a, alors, envoyé un document sur le point précité. Or, Legrand, au cours de notre conversation, m'a confirmé que la Conférence avait eu lieu. Donc, notre lettre qui demandait à y participer n'avait plus de raison d'être. Nous nous trouvons actuellement, dit R.M., devant un organisme élu par la Conférence et nous avons à examiner avec lui le problème de la scission en France. Legrand a manifesté à R.M. son intention d'aider à trouver une solution, de rester si nécessaire dans ce but à Paris plus longtemps qu'il ne devait le faire, pour éclaircir ou mettre au point cette question.

Je n'avais, dit R. Molinier, pas de mandat de mon organisation sur ce point, et j'ai demandé à Legrand qu'il participe à l'étude de ce problème. On m'a dit que Trent restait. Notons que le camarade Trent a été mêlé aux scissions, et ce n'est pas de notre part une question personnelle, mais il est préférable que ce soit Legrand qui participe à la solution de ce problème. — Sans mandat, continue R.M., j'ai dit qu'il était nécessaire d'en terminer avec la scission, qu'il n'y avait pas de cas personnel, et que, si ma personne était un obstacle, j'y mettrais, pour ce qui était de moi, un terme. — Je pose la question aux camarades américains : Comment se pose la question de l'unification ?

LEGRAND, traduit par Trent. — Nous ne pouvions vous avertir de la tenue de la Conférence parce qu'elle s'est tenue dans des conditions conspiratives. — Les principales décisions adoptées à cette Conférence étaient : L'adoption ou plutôt la ratification de l'unification de trois groupes en Angleterre, de deux groupes en Grèce ; l'adoption de statuts et l'organisation définitive de la IV<sup>e</sup>. Sur la question française, la seule résolution adoptée était sur l'organisation du travail intérieur à l'organisation. En ce qui concerne le P.C.I., aucune nouvelle décision n'a été prise. Le nouveau Secrétariat International n'a pas de nouvelles instructions à cet égard. Comme partie de la délégation de l'Internationale, ajoute Trent, nous avons pouvoir, dans le cadre des décisions anciennement prises sur cette question par la dernière Conférence, d'engager une discus-

sion sur la question de l'unification du P.O.I. et du P.C.I. On peut dès ce soir commencer cette question. Nous autres, délégués de l'Internationale, avons des intérêts exceptionnels et tout spéciaux à cette question. Nous sommes disposés à faciliter la fusion de toutes les manières, — non pas comme délégués du S.I., mais comme délégués américains. Il se peut que les questions que l'on ne pourra pas résoudre sur le plan international, on puisse les résoudre sur un plan officieux (non formel) américain. Personnellement, Legrand voudrait bien participer dans cette affaire jusqu'à la fin. Mais il devait partir demain et n'est pas sûr qu'il pourra remettre son billet à la Compagnie. Il fera son possible...

TRENT continue : En tous cas, Legrand et Trent ont une position commune sur la question, et s'il s'avérait impossible que Legrand puisse remettre son départ pour des raisons matérielles, Trent pourrait le remplacer. Nous autres, Américains, n'entrons jamais dans des négociations sans savoir exactement ce que nous voulons. Notez que dans ces négociations nous sommes limités par le fait qu'il n'y a pas de décision formelle de l'Internationale, cependant, comme délégués américains, nous ne ferons pas de diplomatie. Il est important dans la politique de savoir manœuvrer, mais il est important de savoir quand il faut cesser de manœuvrer. Si vous autres, P.C.I., voulez réellement faire, réaliser quelque chose de concret dans ce sens de l'unification, on peut arriver à un accord. Mais nous sommes limités par les décisions prises antérieurement, lors de la dernière Conférence, à ce sujet. Cependant, nous sommes prêts à donner notre opinion personnelle sur n'importe quel aspect de la question. En ce qui nous concerne, nous n'utiliserons pas des subterfuges. Il faut, ajoute Trent, mettre les cartes sur table. Dites maintenant ce que vous voulez.

Raymond MOLINIER. — Nous voulons l'unification et l'avons dit, nos cartes sont mises sur table, mettez les vôtres. Nous vous demandons de nous faire connaître quelles sont, d'après vous, les conditions de cette unification.

LEGRAND. — Vous connaissez bien les décisions de la Conférence Internationale (la précédente) ?

Raymond MOLINIER. — « Mon exclusion et l'exclusion de tous les camarades qui resteraient en rapports avec moi ». Or, si l'on parle d'unification, il ne peut s'agir de l'exclusion de tous les camarades qui sont restés en rapports avec moi. S'en tenir à cette décision de la Conférence si l'on veut envisager l'unification est donc absurde. Donc, dites les conditions.

TRENT, traduisant LEGRAND. — Evidemment, si l'on s'en tient à la formule textuelle, l'unification est par ces termes mêmes de la résolution de la précédente Conférence, impossible. Il ne s'agit pas du point de vue formel, mais de ce qui reste de cette résolution, l'exclusion de Molinier. La deuxième partie de la résolution tombe d'elle-même si l'on parle d'unification (celle concernant les camarades restant en rapports avec Molinier). — Comme délégation de l'Internationale, continue TRENT pour LEGRAND, nous n'avons pas le pouvoir de nous élever au-dessus de la décision d'exclusion de Molinier.

Raymond MOLINIER. — Mais comme délégués américains ?

TRENT pour LEGRAND. — Nous avons l'intention de faire tout en notre pouvoir pour essayer d'amener à la réhabilitation de Molinier.

MARTIN. — Comment traduisez-vous en anglais ce terme de « réhabilitation » ?

TRENT. — « Rehabilitation ».

MARTIN. — Et comment traduisez-vous en anglais ce terme : « Réintégration » ?

TRENT. — « Readmission ».

Raymond MOLINIER. — Je demande que, pour l'instant, cette question soit provisoirement laissée de côté, et d'examiner le problème même. — Nous avons actuellement, dans notre organisation, plus de camarades que lorsque nous avons quitté le Congrès lors de la scission. Nos positions politiques sont les mêmes que celles du P.O.I., fondamentalement. Nous avons plus de membres adultes que le P.O.I. Le P.O.I. a plus de jeunes que nous. Par contre, nos jeunes sont plus formés politiquement qu'il y a deux ans. La totalité de nos camarades jeunes de la direction viennent des J.S.R. Sur le plan politique, les deux organisations unifiées verront se retrouver des tendances différentes. Sur le plan d'organisation, il faut trouver une compatibilité, c'est-à-dire la compréhension par les cadres des efforts à faire pour réaliser l'unification et respecter des deux côtés des principes communs d'organisation, qui sont notre charte commune. Et nous attirons tout particulièrement votre attention sur la nécessité, dans la situation présente, d'un contrôle et d'une enquête sur chacun des camarades des deux organisations, des deux côtés.

Nous insistons sur ce point, nous en développerons les raisons. Il s'agit en France d'une période toute différente d'il y a encore quatre ou cinq mois, et nous insistons pour que des mesures communes soient prises de sécurité. J'ajoute encore que la composition prolétarienne (métallurgistes) de notre organisation est plus grande que dans le P.O.I. Nous avons fait un très

# Problèmes de construction de la IV<sup>e</sup> Internationale. (suite)

sérieux travail dans les usines. Dans les casernes aussi. Nous ne voudrions pas que ce travail puisse être compromis. N'aurions-nous fait aucune erreur ? Comme communistes, il ne serait pas sérieux de discuter cela. Nous avons certainement fait des erreurs, mais nous avons acquis un certain nombre de résultats auxquels nos camarades tiennent, et nos camarades des usines tiennent beaucoup à la sécurité du travail accompli et du maintien des possibilités, donc au contrôle, préalable à toute unification, de tous les membres des deux organisations, ce qui suppose la démocratie à l'intérieur de l'organisation. Les camarades louches doivent être exclus par les deux organisations réunies pour le faire ensemble. Par contre, ceux qui seront reconnus être de sincères révolutionnaires, doivent ne plus pouvoir être traités de flics ou de camarades louches. — Nous insistons beaucoup sur le problème d'une sélection honnête, avant l'unification, et des deux côtés ; par les deux organisations en commun.

Il y a un autre problème, très important, celui de l'Espagne. Nous n'y avons que des forces très faibles. On a dit que F., aidé par Raymond, allait en avion en Espagne, diriger des colonnes et faire assassiner des militants du P.O.U.M. ! Il y a bien des choses peu claires dans cette question d'Espagne. Les camarades du P.O.I. se sont souvent laissés entraîner, par la lutte fractionnelle, à prendre part à des calomnies.

L'unification présume la fin des luttes fractionnelles. Il est indispensable de savoir qui est du Guépéou en Espagne, quels furent les aveux et le rôle de ceux qui représentaient la section officielle.

Je me résume et, à mon avis, nous posons trois conditions préalables à l'unification :

A) Que les camarades du P.O.I. abandonnent la lutte fractionnelle, ainsi que le P.C.I. ;

B) Application d'un régime de démocratie prolétarienne ;

C) Examen et recensement préalable par des militants responsables et qualifiés des deux organisations, de tous les militants de chaque organisation.

**LEGRAND et TRENT.** — Nous pouvons accepter ces trois conditions préalables sans aucune réserve. Elles sont **ELEMENTAIRES**.

**TRENT** continue : Nous proposons que vous vous adressiez directement et sans attente au S.I. en lui indiquant les trois conditions énoncées.

— Le S.I. désignera une commission pour présider à l'unification, examiner toute la question, d'un côté comme de l'autre. Il faut terminer les négociations à très bref délai, sans trainer.

**ROLAND** (du P.C.I.). — L'exposé fait par le camarade Raymond Molinier entre dans l'ensemble de la politique du P.C.I. Mais Molinier a exprimé son opinion personnelle et il l'a dit. L'opinion générale des camarades du P.C.I. est, chaque jour davantage, favorable à la fusion, mais que, avec l'exclusion de Molinier, ce serait impossible. Cette question de son exclusion ne saurait aucunement se poser pour aucun des camarades du P.C.I. Mais il faut recommencer la discussion politique avec vous. Et le camarade Molinier devra participer aux travaux de la commission destinée à unifier les deux organisations.

**LEGRAND**, traduit par **TRENT**. — J'estime la question de cette unification de vos deux organisations plus importante et plus précieuse que le billet de Legrand, malgré, dit Trent, que notre organisation américaine soit moins riche que la vôtre. Legrand restera donc et montre qu'il commence par une concession.

**MOLINIER**. — Il ne s'agit pas d'une concession. Mais que faire maintenant ? Nous ne pouvons pas nous unifier avec les camarades américains ? Et les camarades français ne sont pas là ?

**LEGRAND**. — Est persuadé que tout s'arrangera sous les auspices du S.I. Adressez-vous directement au S.I.

**MOLINIER**. — Nous demandons notre adhésion à la IV<sup>e</sup> Internationale.

**LEGRAND**. — Oui, et votre fusion avec le P.O.I.

**MOLINIER**. — Nous pouvons faire immédiatement cette lettre.

**LEGRAND**. — D'accord.

Il est décidé de faire immédiatement la lettre, qui est rédigée sur l'heure par les délégués du P.C.I. et remise à Legrand et à Trent. Une prochaine entrevue aura lieu, convoquée par Legrand.

## Des abonnements !

ABONNE-TOI A « LA COMMUNE » (0 fr. 50 le No.)

3 mois .....	8 Fr.
6 mois .....	15 Fr.
1 an .....	30 Fr.

ABONNE-TOI A « LA VERITE » (6 fr. le No.)

1 an .....	30 Fr.
------------	--------

Seuls les abonnements et les efforts personnels des lecteurs permettent à « La Commune » et à « La Vérité » de pouvoir vivre.

Compte Chèque Postal : BRAUSCH 1773-07 Paris

## Les conditions

### du Secrétariat International

Quelques jours après, nous avons reçu une convocation pour une nouvelle réunion du Secrétariat International. Nos délégués se rendirent à cette convocation et le président de la délégation du Secrétariat International déclara que le Secrétariat International s'était réuni le 16 septembre et avait adopté une résolution que nous publions ci-après. Le président déclara que la résolution était, d'après lui, un tout indivisible, mais que toutefois on pouvait la discuter point par point. Voici le texte de cette résolution :

« Le S.I., ayant reçu la lettre du P.C.I. datée du 14 septembre demandant son admission dans les rangs de la IV<sup>e</sup> Internationale, propose que la question soit résolue de la manière suivante :

1) Les membres du P.C.I. seront immédiatement admis dans le P.O.I. (section française de la IV<sup>e</sup> Internationale), sans délai ;

2) Les membres du P.C.I. recevront une représentation adéquate au Comité central et au B.P. du P.O.I. avant le Congrès ;

3) La base de l'unification est fournie par les décisions de la conférence internationale qui sont obligatoires pour tous les membres de la IV<sup>e</sup> Internationale ;

4) Le cas personnel de R. Molinier ayant été décidé par la conférence internationale de 1936, décision qui n'a pas été changée ou modifiée par la conférence de 1938 celui-ci reste complètement en dehors de la section française unifiée ;

5) Comme membres affiliés au P.O.I., les membres actuels du P.C.I. auront les pleins droits de participer au prochain congrès du P.O.I. et à la préparation et discussions qui le précéderont ;

6) Les détails organisationnels de la fusion

## Au Mexique

### Le Guépéou prépare l'assassinat de Trotsky

LES informations très précises viennent d'être publiées par le « Socialist Appeal », journal des partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale aux Etats-Unis, sur l'activité du Guépéou.

Voici quelques mois, le leader du P.C. mexicain, un nommé Hernan Laborde, se rendit, parait-il, à Moscou. En réalité, il séjourna illégalement à New-York, préparant des dispositions pour tenter un coup contre Trotsky lors du Congrès qui vient de se tenir à Mexico (et pour lequel Jouhaux et Cie se sont rendus en Amérique). Mais la police sembla avoir éventé l'affaire et ledit Laborde regagna clandestinement Mexico, tandis qu'officiellement on annonçait son séjour en U.R.S.S.

A Mexico, des instructions précises étant parvenues pour passer à une « action directe » contre Trotsky, Laborde organisa une réunion sévèrement clandestine de quelques membres du C.C. du parti mexicain, d'organiseurs de groupes de combat, et de deux ou trois étrangers venus à Mexico pour le « Congrès contre la guerre et le fascisme ». Le rapporteur de cette réunion préconisa de créer l'atmosphère nécessaire pour « la liquidation physique de Trotsky et de quelques-uns de ses amis » ; il se targua de l'appui complet, au point de vue politique, du Ministre de l'Education Vazquez Vela.

D'autre part, des instructions semblables ont été données à Toledano pendant son voyage en Europe ; le Guépéou lui remit un film calomnieux contre Trotsky. Une partie des « délégués » étrangers au Congrès est constituée par des agents étrangers du Guépéou. Ils ont pour tâche de créer « l'atmosphère » favorable pour la réalisation de nouveaux crimes du Guépéou.

♦♦

La révélation de ces préparatifs ne peut manquer de contrecarrer les plans du Guépéou. Mais Staline ne se résignera pas. La vigilance des militants révolutionnaires ne doit pas cesser un seul instant.

Parmi les malfaiteurs qui ont comploté contre Trotsky, au Mexique, nous ne devons pas oublier de mentionner Frachon, secrétaire de la C.G.T.

doivent être réglés par le C.C. élargi du P.O.I. (y compris la représentation des membres actuels du P.C.I.) sous le contrôle du Secrétariat International) ;

7) Toutes les autres questions de divergences, politiques ou organisationnelles, doivent être résolues dans le cadre de la section française unifiée, en accord avec les règles normales qui s'y rapportent. »

Dans cette seconde réunion, la discussion, dont nous publierons le procès-verbal dans le prochain numéro, aboutit à l'adoption, par la délégation du Secrétariat International, d'un point supplémentaire que voici :

« 8) Une fois la résolution du S.I. adoptée par le P.C.I., le S.I. déclare qu'il s'oppose à ce qu'il soit pris des mesures disciplinaires contre aucun camarade sur la base des disputes passées. »

Nos lecteurs se rendront compte par la simple lecture de ces textes des contradictions entre les premières prises de contact et la résolution auxquelles ces prises de contact aboutirent. Ils se rendront également compte de la volonté d'unification de notre délégation lorsqu'ils sauront qu'à la fin du débat, notre délégation déposa la déclaration suivante :

« La délégation du P.C.I., en présence des propositions du S.I., accepte ces propositions **COMME BASE DE DISCUSSION**. Le contenu de cette acceptation est largement précisé par le procès-verbal de nos interventions dans nos entrevues antérieures avec le S.I. La délégation du P.C.I. demande une discussion immédiate avec la direction du P.O.I., sous la présidence du S.I., pour que se dégage avec précision la solution du problème de l'unification des bolcheviks-léninistes. »

Cette déclaration fut considérée insuffisante par les délégués du S.I., lesquels exigeaient la signature pure et simple de la résolution.

Le prochain numéro de notre journal publiera le procès-verbal de la seconde et de la troisième réunions, ce qui permettra aux lecteurs de posséder tous les éléments de la question.

Nous terminons ce compte rendu en précisant que la délégation du S.I. nous a promis une réponse par lettre à notre déclaration, réponse que nous n'avons pas encore reçue.

La délégation rendit compte de son mandat au C.C. de notre organisation, qui décida de procéder sur ces questions à un référendum dans l'organisation.



## DIFFUSONS

« La bête trotskyste » explique...

**AUX METALLOS TRAHIS...  
POURQUOI ET COMMENT  
LES QUARANTE HEURES  
ONT ETE ABANDONNEES**

(La grève du 24 mars au 16 avril)

Rédigée par des métallos, une brochure  
de 20 pages : 0 fr. 50.

**NOTRE PERMANENCE :**

Tous les jours de 19 à 20 heures

36, rue du Château-d'Eau, Paris (10<sup>e</sup>)

Travail composé et tiré par des ouvriers syndiqués  
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »

Le Gérant : A. RASTIDE